

RÉGION ACADÉMIQUE
ÎLE-DE-FRANCE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE

MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

Versailles, le 08 JAN. 2019

La Rectrice de l'Académie de Versailles
Chancelière des Universités

DIVISION DES ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS
DEEP

Réf. : DEEP/2018-35

Affaire suivie par :
Sylvia LANDAIS
☎ : 01.30.83.44.07

Sylvie HENON
☎ : 01.30.83.44.42

Mail : ce.deep@ac-versailles.fr

Diffusion :

Pour attribution : A Pour information : I

	DSDEN		Gds. Etab. Sup.
	Inspections		ESPE
	CTCM		CROUS
	CD-CS		CRDP
	Lycées		DRONISEP
	Collèges		CIO
	LP		SIEC
	LT-LGT		INSHEA
	LG		CNED
	LPO	A	Etab. Privés
	EREA		INEP
	MELH		UNSS
	CIEP		APE
	ERPD		DDJS
	CREPS		CNEFEI
	DRGIS		CNEFASES
	Universités		INJEP
	IUT	I	Représentants des Personnels
Autres :			

Nature du document :

- Nouveau
 Modifié
 Reconduit

Le présent document comporte :

Circulaire 1 p.
Annexes 6 p.
Total 7 p.

A

Mesdames et Messieurs les maîtres
contractuels

S/c de Mesdames et Messieurs les Chefs
des établissements d'enseignement privés
du second degré sous contrat

**Objet : Modalités de service des maîtres des établissements
d'enseignement privés sous contrat d'association du 2nd degré- Temps
partiel- Rentrée 2019**

La présente circulaire a pour objet de vous informer sur les modalités de
service auxquelles les maîtres contractuels affectés dans les établissements
d'enseignement privés peuvent prétendre au titre de l'année scolaire
2019-2020.

Vous trouverez en :

- annexe 1 : un rappel des dispositions réglementaires
- annexe 2 : l'imprimé de demande de temps partiel sur autorisation
- annexe 3 : l'imprimé de demande de temps partiel de droit pour
raisons familiales ou pour situation de handicap

Les demandes devront être retournées à la DEEP pour le
**lundi 21 janvier 2019, délai de rigueur, par voie électronique
uniquement :**

ce.deep@ac-versailles.fr

Attention : Les enseignants titulaires de l'enseignement public affectés
dans un établissement d'enseignement privé relèvent de la Division des
Personnels Enseignants (DPE) pour la gestion de leur carrière. Ils ne sont
pas concernés par la présente circulaire et ne doivent pas en utiliser les
imprimés.

Pour la Rectrice et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe
Directrice des Ressources Humaines

Marine LAMOTTE d'INCAMPS

Temps partiel
Année scolaire 2019 / 2020

Réf :

- Loi n°84-16 du 11/01/1984 modifiée
- Décret n°82-624 du 20/07/1982 modifié
- Décret n°2006-434 du 12/04/2006 modifié
- Décret n°2014-940 du 20/08/2014
- Décret n°2014-941 du 20/08/2014
- Circulaire MENSUR-DGRH B1-3 n°2015-105 du 30/06/2015

I. LE TEMPS PARTIEL SUR AUTORISATION POUR CONVENANCES PERSONNELLES (annexe 2)

Pour convenances personnelles :

La modalité de temps choisie par le maître est soumise à l'accord préalable du supérieur hiérarchique qui peut s'y opposer pour des motifs liés aux nécessités du service.

Pour créer ou reprendre une entreprise :

Le temps partiel peut être accordé pour une durée de 2 ans maximum renouvelable pour une durée d'un an. La demande devra être accompagnée de toutes pièces justifiant la forme juridique et l'objet social de l'entreprise.

1. Quotités de temps de travail

50 % - 60 % - 70 % - 80 % ou 90 % de la durée hebdomadaire de service d'un maître exerçant ses fonctions à temps plein.

2. Sortie du dispositif

La fraction de service que le maître abandonne devient vacante et peut être confiée à un autre maître.

II. LE TEMPS PARTIEL DE DROIT POUR RAISONS FAMILIALES OU POUR HANDICAP (annexe 3)

Temps choisi par le maître, accordé de droit.

1. Cas d'octroi

a) pour raisons familiales

- pour élever un enfant de moins de 3 ans à la date du 1^{er} septembre ou pour l'adoption d'un enfant. Lorsque le temps partiel intervient à l'issue d'un congé de maternité, les maîtres sont invités à préciser sur leur demande les dates de fin de congé maternité et de début de temps partiel.
- pour donner des soins au conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.

b) pour situation de handicap

- travailleurs reconnus handicapés par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées – CDAPH (ex. COTOREP)

- victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10% et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;
- titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain ;
- anciens militaires et assimilés, titulaires d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;
- titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n°91-1389 du 13 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;
- titulaires de la carte d'invalidité définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles ;
- titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.

2. Conditions

L'autorisation d'assurer un service à temps partiel est accordée pour une année scolaire.

Il est possible cependant de bénéficier d'un temps partiel de droit en cours d'année scolaire à **l'issue immédiate** :

- d'un congé de maternité, paternité, adoption.
- d'un congé parental (si l'enfant a moins de 3 ans)
- de la naissance ou l'arrivée au foyer d'un enfant adopté.

La demande doit être formulée **au moins 2 mois avant le début de la période souhaitée.**

Les demandes de temps partiel de droit doivent être accompagnées d'une pièce justificative.

Les personnels handicapés doivent produire, en outre, après examen médical, l'avis du médecin de prévention relatif à l'aptitude à l'exercice des fonctions d'enseignement.

Les demandes pour élever un enfant de moins de 3 ans sont de droit à l'occasion de chaque naissance et jusqu'à la veille du 3^{ème} anniversaire de l'enfant.

Au-delà de cette date anniversaire ou d'arrivée au foyer, le maître reprend son activité à temps plein, ou est placé, sur demande et sous réserve des nécessités de service, à temps partiel sur autorisation jusqu'à la fin de l'année scolaire.

3. Quotités de temps de travail

50 % - 60 % - 70 % - 80 % de l'obligation réglementaire de service des maîtres exerçant leurs fonctions à temps complet.

III. DISPOSITIONS GENERALES COMMUNES AUX DEUX REGIMES DE TEMPS PARTIEL

La durée du service doit être aménagée de façon à obtenir un nombre entier d'heures correspondant à la quotité de travail choisie à l'exception des heures assurées au cycle terminal de la voie générale et technologique et en STS qui font l'objet de pondérations.

La quotité de temps partiel devra intégrer toutes les heures statutaires.

La durée du service peut être accomplie dans le cadre annuel sous réserve de l'intérêt du service.

Le décret n°2002-1389 du 21/11/02 stipule dans son article 2 que l'autorisation d'assurer un service à temps partiel est accordée pour une période correspondant à une année scolaire, renouvelable pour la même durée par tacite reconduction dans la limite de 3 ans.

Toutefois, compte tenu de la nécessité d'organisation des services dans les établissements, **les demandes seront à confirmer au titre de chaque rentrée scolaire.**

Les demandes d'octroi ou de renouvellement de l'autorisation d'exercer à temps partiel et de réintégration à temps plein prennent effet au 1^{er} septembre.

Les intéressés doivent présenter leur demande pour **le lundi 21 janvier 2019**, (sauf en cas de réintégration à temps plein pour motif grave).

Les périodes au cours desquelles le maître est autorisé à exercer à temps partiel sont assimilées à des périodes de temps plein pour la détermination des droits à avancement, promotion, formation.

Rémunération :

La rémunération des maîtres à temps partiel est calculée au prorata de leur durée effective de service lorsque la quotité est de 50%, 60% ou 70%. Ainsi, un maître qui travaille à mi-temps percevra 50% de la rémunération d'un maître à temps plein. Par contre, les quotités de **80% et 90%** sont rémunérées respectivement **67^{ème} (85,7%) et 32/35^{ème} (91,4%)** de la rémunération d'un maître à temps plein.

Réglementairement, le temps partiel, qu'il soit de droit ou sur autorisation, doit être exprimé en nombre entier d'heures hebdomadaires pour les enseignants, à l'exception des heures assurées au cycle terminal de la voie générale et technologique et en STS qui font l'objet de pondérations.

Cependant, **les enseignants dont l'obligation réglementaire de service est de 18 heures** (certifiés, PLP, AE) peuvent bénéficier d'une quotité de service de **80%** bien que cette quotité ne corresponde pas à un nombre d'heures entier. Dans ce cas, ils pourront, en accord avec leur chef d'établissement, **demandeur un temps partiel exprimé sous forme de pourcentage.**

IV. DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX DEUX REGIMES DE TEMPS PARTIEL (PONDERATIONS)

1. Principes et modalités de calcul

Les maîtres à temps partiel bénéficient des dispositifs de pondération dans les mêmes conditions que ceux exerçant à temps complet.

Le service hebdomadaire pris en compte correspond dans ce cas à la quotité de temps partiel sollicitée multipliée par le coefficient pondérateur (1,1 pour les divisions du cycle terminal et de la voie technologique et 1,25 en STS).

Le nombre d'heures ainsi pondéré est à rapporter à l'obligation réglementaire de service (ORS) du maître (certifié, PLP, AE 18h, agrégé 15h, P.EPS 20h).

2. Exemples

(1) Un maître à l'ECR des certifiés dont l'ORS est de 18h a demandé un temps partiel de 9h qu'il effectue en totalité dans des divisions du cycle terminal de la voie technologique :

- Soit il effectue, devant élèves, 9 heures hebdomadaires, auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,1, soit $9 \times 1,1 = 9,9$ heures. L'enseignant se verra alors attribuer la quotité de 55% ($9,9 / 18$).
- Soit, afin d'atteindre strictement la quotité de 50%, il effectue devant élèves 8 heures hebdomadaires, auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,1 ($8 \times 1,1 = 8,8$ h). Par ailleurs, s'ajoutera un reliquat dû de 7,2 heures organisées dans un cadre annuel (soit 6,5 heures devant élèves auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,1)

(2) Un maître à l'ECR des certifiés assure un service hebdomadaire de 11 heures en STS :

- Soit l'enseignant effectue, devant élèves, 11 heures hebdomadaires, auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,25 au titre de son enseignement en STS ($11 \times 1,25 = 13,75$ h). L'enseignant se verra alors attribuer la quotité de 76,4% ($13,75/18$).
- Soit, afin d'atteindre strictement la quotité de 80%, l'enseignant effectue devant élèves 11 heures hebdomadaires, auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,25 au titre de son enseignement en STS ($11 \times 1,25 = 13,75$ h). Par ailleurs, s'ajoutera un reliquat dû de 23,5 heures organisées dans un cadre annuel (soit 18,8 heures devant élèves auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,25 si les heures en cause sont effectuées en STS).
- Soit, afin d'atteindre strictement la quotité de 80%, l'enseignant effectue devant élèves 11 heures 30 hebdomadaires, auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,25 au titre de son enseignement en STS ($11,5 \times 1,25 = 14,37$ h). Par ailleurs, s'ajoutera un reliquat dû de 1,08 heures organisées dans un cadre annuel (soit 0,86 heures devant élèves auxquelles s'appliquera le coefficient de pondération de 1,25 si les heures en cause sont effectuées en STS).

J'attire également votre attention sur deux aspects réglementaires et pratiques :

Les temps partiels ne peuvent réglementairement pas dépasser certaines quotités (*80% pour un temps partiel de droit, 90% pour un temps partiel sur autorisation, soit 13.5 heures pour un agrégé à 15 heures et 16.2 heures pour un certifié à 18 heures*). Dans les situations où la première option conduirait à un dépassement de cette quotité, il sera impératif de retenir la seconde afin de ne pas dépasser la quotité de 80 ou 90%.

En outre, les maîtres peuvent, dans certains cas, bénéficier du **complément de libre choix d'activité (CLCA)** versé par la Caisse d'allocations familiales. Le bénéfice de ce complément est perdu si la quotité de temps partiel dépasse 80%. Il convient donc de vérifier si des maîtres éventuellement concernés par la possibilité de bénéficier de ce complément et de privilégier, lorsque l'intérêt du service le permet, l'organisation du temps partiel dans un cadre annuel s'il y a risque de dépassement de la quotité de 80%.

Première demande (1)

Renouvellement (1)

**Demande de travail à temps partiel
sur autorisation
Année Scolaire 2019 / 2020**

Retour à la DEEP pour le lundi 21 janvier 2019, délai de rigueur : ce.deep@ac-versailles.fr

Je soussigné (e)

Exerçant au(x) collège, lycée, lycée professionnel privé(s) :

en qualité de (1) Maître sous contrat provisoire Maître sous contrat définitif

assimilé(e) pour ma rémunération au grade de :

dans la discipline :

souhaite exercer mes fonctions à temps partiel durant l'année scolaire 2019/2020 pour **une quotité de travail de 50 à 90 %** du maximum hebdomadaire afférent à ma catégorie, pour (1)

convenances personnelles

création ou reprise d'entreprise (joindre toute pièce justifiant la forme juridique et l'objet social de l'entreprise)

Quotité sollicitée :/.....h (en nombre entier d'heures hebdomadaires), **soit :%**

Fait à, le.....

Signature de l'intéressée(e)

Compte tenu des dispositifs de pondération des heures d'enseignement assurées dans le cycle terminal de la voie générale et technologique et BTS, la quotité de temps partiel des enseignants bénéficiant de ces dispositifs peut être supérieure à la quotité correspondant au nombre d'heures demandé.

Quotité proposée par le chef d'établissement (incluant les heures de pondérations éventuelles) :/.....h

Avis du chef d'établissement : (1) favorable défavorable (à motiver de façon détaillée)

Fait à, le.....

Nom et signature du chef d'établissement

(1) Mettre une croix dans la case correspondante

Première demande (1)

Renouvellement (1)

**Demande de travail à temps partiel
de droit
Année scolaire 2019 / 2020**

Retour à la DEEP pour le lundi 21 janvier 2019, délai de rigueur : ce.deep@ac-versailles.fr

Je soussigné (e).....

Qualité : (1)

Maître sous contrat provisoire

Maître sous contrat définitif

Exerçant au(x) collège, lycée, lycée professionnel privé(s) :

assimilé(e) pour ma rémunération au grade de :

dans la discipline :

demande à bénéficier d'un temps partiel de droit du..... au.....

pour **une quotité de travail de 50 à 80 %** du maximum hebdomadaire afférent à ma catégorie, pour : (1)

élever un enfant âgé de moins de 3 ans au 1^{er} septembre 2019

donner des soins à un conjoint, un enfant à charge, ou un ascendant atteint d'un handicap, ou victime de maladie grave ou accident.

pour situation de handicap

joindre obligatoirement toute pièce justificative : photocopie intégrale du livret de famille (pages parents et enfants), certificat médical, carte CDAPH (ex. COTOREP), avis du médecin de prévention

Quotité sollicitée :/.....h (en nombre entier d'heures hebdomadaires), **soit :%**

Fait à, le.....

Signature de l'intéressée(e)

Compte tenu des dispositifs de pondération des heures d'enseignement assurées dans le cycle terminal de la voie générale et technologique et BTS, la quotité de temps partiel des enseignants bénéficiant de ces dispositifs peut être supérieure à la quotité correspondant au nombre d'heures demandé.

Quotité proposée par le chef d'établissement (incluant les heures de pondérations éventuelles) :/.....h

Fait à, le.....

Nom et signature du chef d'établissement

(1) Cocher la case correspondante